

Forum Afrique-Canada – Document d’information – Note n° 6

# L’Afrique compte

Promouvoir  
une paix durable et inclusive  
en Afrique

Le Forum Afrique-Canada (FAC) est un Groupe de travail du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI). Il rassemble des organisations non-gouvernementales, des Églises, des syndicats et des groupes de solidarité de partout au Canada qui s'intéressent aux questions de développement et de justice sociale en Afrique subsaharienne.

Le groupe a pour but, premièrement, de rehausser la qualité du travail et l'impact des groupes membres par la réflexion et l'analyse des programmes en Afrique et deuxièmement, d'améliorer la coordination de l'élaboration de politiques et de stratégies pour le plaidoyer et les actions conjointes, en dialogue avec les homologues et collègues africains.

Ce document peut être reproduit intégralement ou partiellement et utilisé à des fins non lucratives, pour autant qu'il soit indiqué clairement que le CCCI en est la source. L'utilisation intégrale ou partielle de ce document à des fins commerciales est interdite sans l'assentiment écrit du CCCI.

Pour de plus amples renseignements, communiquer avec :

Conseil canadien pour la coopération internationale  
450, rue Rideau, bureau 200, Ottawa (Ontario) K1N 5Z4  
613-241-7007 • [info@ccic.ca](mailto:info@ccic.ca) • [www.ccic.ca](http://www.ccic.ca)

Tous droits réservés.

© Conseil canadien pour la coopération internationale 2010

# **L’Afrique compte :**

## **Note d’information n° 6**

### **Promouvoir une paix durable et inclusive en Afrique**

---

**Le Canada devrait faire de la paix durable et inclusive une priorité de ses politiques étrangères, de développement et de défense. À cette fin, il devrait:**

**Renforcer les capacités de l’Afrique en matière de prévention des conflits, de consolidation et de rétablissement de la paix par des appuis financiers et diplomatiques à long terme pour des initiatives et des organisations régionales** telles que l’Union africaine – en mettant l’accent sur les capacités de prévention, ainsi que de gestion et de résolution des conflits.

**S’engager à fournir des troupes et des appuis financiers pour les opérations de la paix de l’ONU en Afrique.** De manière plus précise, le Canada devrait augmenter les forces canadiennes, la police et les déploiements civils en appui aux opérations de la paix comme celles en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan.

**Donner la priorité au rôle des femmes dans les processus de paix en appuyant** l’implication des groupes de femmes dans les processus de paix, en encourageant la participation des femmes dans les processus politiques et de décision, et en finançant les programmes visant à éradiquer la violence faite aux femmes.

**À cette fin, développer et rendre public un plan canadien d’action national sur la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité ainsi que les résolutions subséquentes sur la violence sexuelle et les femmes dans les situations de conflits.** Ce plan devra être développé à travers des consultations globales et transparentes avec la société civile canadienne et des groupes de femmes africaines.<sup>1</sup>

**Prendre toutes les mesures possibles, en consultation avec les institutions africaines pertinentes, pour prévenir les génocides, crimes de guerre et crimes contre l’humanité et y répondre,** notamment par un engagement diplomatique préventif, ainsi qu’en combattant l’impunité pour de graves abus des droits de la personne.

**À cette fin, appuyer politiquement et financièrement les mécanismes locaux, traditionnels, nationaux et internationaux de justice telle que la Cour pénale internationale (CPI)** afin de tenir responsables ceux et celles qui ont perpétré des crimes graves incluant le recrutement forcé d’enfants soldats et l’utilisation de la violence sexuelle et sexospécifique.

---

<sup>1</sup> En 2000, le Conseil de sécurité des Nations Unies adoptait la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité visant à inclure les droits des femmes, l’égalité sexospécifique et la participation des femmes dans les initiatives de paix et de sécurité, entre autres, lors du développement et de la mise en œuvre des accords de paix. En 2008, deux autres résolutions portant sur la violence sexuelle ont aussi été adoptées : la résolution 1820 sur la violence sexuelle, et plus récemment la résolution 1888 portant de façon plus précise sur les forces de maintien de la paix et leur rôle en matière de protection des femmes contre la violence sexuelle.

**Appuyer des réformes globales pour renforcer les États africains émergent de conflits et prévenir la fomentation de nouveaux conflits en soutenant des initiatives démocratiques locales.** Afin de contribuer à des processus émergent de la base pour l'édification de la paix, la réconciliation sociale et la gestion équitable des ressources naturelles, ces appuis devraient porter une attention spéciale aux initiatives démocratiques locales mises de l'avant par les citoyens, particulièrement les femmes et les organisations de la société civile.

**Mettre un frein au transfert et au commerce illicites des armes légères en appuyant sans réserve la mise en œuvre d'un traité sur le commerce des armes d'ici à la fin de 2012.**

## Contexte

Dans le monde actuel, c'est en Afrique que l'on retrouve près de 40 p. 100 des conflits armés ayant causé au moins 1000 décès.<sup>2</sup> Sur la cinquantaine de pays du continent, 11 sont présentement impliqués d'une façon ou d'une autre dans des conflits armés.<sup>3</sup> Au cours des 15 dernières années, 18 des 33 pays africains les moins avancés ont été aux prises avec des conflits, ce qui a nuit d'autant plus à leurs progrès en matière de réduction de la pauvreté, de promotion des droits de la personne et des droits des femmes, ainsi que de développement.

Les populations civiles, et encore plus les populations vulnérables comme les femmes et les enfants, paient le prix fort des conflits. La violence, notamment la violence sexuelle, de plus en plus horrible et en hausse comme dans le cas de la RDC, a un effet direct non seulement sur les personnes visées, mais aussi sur la santé et les moyens de subsistance des communautés. Les enfants soldats sont plus nombreux en Afrique que nulle part ailleurs dans le monde. Ils sont actifs autant au sein des forces rebelles et des milices que dans les forces gouvernementales. C'est en Afrique qu'on retrouve près d'un cinquième des 500 millions d'armes légères qui forment l'arsenal mondial. Les enfants soldats impliqués dans les conflits opposant des acteurs non-étatiques sont les principaux utilisateurs de ce type d'armes. Les flux migratoires, une autre conséquence directe des conflits, ont largement contribué à créer en Afrique plus de 13 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, dont une majorité de femmes et d'enfants.<sup>4</sup>

Depuis les années 1990, on reconnaît que les causes principales des conflits africains découlent de l'échec des processus démocratiques et des enjeux de gouvernance. La compétition pour des ressources rares, de plus en plus exacerbée par le changement climatique, est souvent un des facteurs latents de conflit, comme le démontrent les cas actuels dans la corne de l'Afrique, le Sud-Soudan et les violences post-électorales au Kenya en 2007. Le partage équitable des ressources naturelles, entre autres la terre, les minéraux, le pétrole, les forêts et surtout l'eau, seront des enjeux majeurs dans le futur.

---

<sup>2</sup> Armed Conflicts Report 2009, Ploughshares, <http://www.ploughshares.ca/libraries/ACRText/ACR-TitlePage.html>.

<sup>3</sup> En 2008, ces pays incluaient l'Algérie, le Burundi, le Tchad, la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Kenya, le Nigeria, la Somalie, le Soudan, le Soudan-Darfour et l'Ouganda.

<sup>4</sup> <http://www.unhcr.org/4a375c426.html>.

Malgré le déclin du nombre de conflits depuis la fin de la Guerre froide, les cas les plus sévères demeurent dans l'Est du Congo, en Somalie et au Soudan. Des pays tels que le Libéria, la Sierra Leone et le Rwanda, qui ont connu des conflits violents au cours des 10 ou 15 dernières années, sont toujours en processus de reconstruction, alors que d'autres continuent à faire face à des turbulences et à des violences politiques, comme c'est le cas pour le Zimbabwe, la Guinée-Bissau, le Niger et Madagascar.

En Afrique, les efforts de démocratisation portent surtout sur la tenue d'élections compétitives promues par la communauté des donateurs comme pré-requis à la démocratie. Ceci a souvent pour effet de légitimer un pouvoir exécutif déjà puissant aux dépens d'un pouvoir législatif plus ou moins efficace, le tout sans miser sur d'autres piliers de la démocratie que sont le système judiciaire, la liberté de presse et les organisations de la société civile.<sup>5</sup>

L'Union africaine (UA) – par l'intermédiaire de son Conseil de paix et sécurité – a démontré sa volonté de jouer un rôle plus important dans les opérations de maintien de la paix grâce à ses efforts diplomatiques dans la résolution de conflits, et plus récemment en adoptant des positions fermes aidant ainsi à délégitimer les coups d'État militaires et des prises de pouvoir illégales en Guinée, à Madagascar, en Mauritanie et en Guinée-Bissau. À ce jour, l'UA s'est impliquée dans trois opérations de paix : la mission africaine au Burundi (AMIB) en 2003; la mission de l'Union africain au Soudan (Darfour) (AMIS) en 2006; et la mission africaine en Somalie (AMISOM) en 2007. Étant donné la complexité de ces conflits et les ressources limitées de l'UA, ces opérations ont également bénéficié de l'appui d'opérations onusiennes. Au Soudan, AMIS fut remplacée par une opération hybride ONU-UA pour préserver un « aspect africain », en réponse à une demande du régime soudanais.

Les organisations africaines sous-régionales ont également joué un rôle important, aux côtés des organisations non-gouvernementales et de la société civile impliquées dans les processus de rétablissement et de consolidation de la paix, dans la négociation d'ententes tel que l'Accord de paix global au Soudan.<sup>6</sup>

Au cours de la dernière décennie, le Canada a soutenu divers processus de paix en Afrique, surtout par l'entremise d'appuis financiers, diplomatiques et matériels. En 2003, en RDC, le Canada a activement appuyé le Dialogue inter-congolais qui a rassemblé les diverses factions politiques impliquées dans le conflit pour définir les paramètres de la transition politique devant mener à la démocratie. Ces discussions ont débouché sur l'Accord de paix global et inclusif. Le Canada a fourni des sommes considérables pour les élections présidentielles de 2006. En 2008, il appuyait financièrement le processus de paix de Goma et le programme Amani, sans démontrer cependant le même niveau d'investissement politique substantiel que par le passé. Ceci n'est pas sans inquiéter plusieurs qui craignent de voir le Canada réduire sa présence en Afrique et plus précisément en RDC.

---

<sup>5</sup> L'avenir des opérations de maintien de la paix dans les conflits contemporains, Discours prononcé par Louise Arbour, Présidente-Directrice Générale, International Crisis Group, 7 octobre 2009, [www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=6364&I=1](http://www.crisisgroup.org/home/index.cfm?id=6364&I=1).

<sup>6</sup> Human security: Setting the agenda for the Horn of Africa, John Siebert, The Ploughshares Monitor, été 2009, volume 30, n° 2, <http://www.ploughshares.ca/libraries/monitor/monj09g.pdf>.

Le gouvernement canadien a joué un rôle comme membre du Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT) et à titre de co-président du groupe des Amis de la région des Grands Lacs instauré pour appuyer la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). La CIRGL a rassemblé 11 pays de la région qui se sont concertés sur un ensemble de protocoles. Un autre exemple de l'appui du Canada à des processus de paix fut le financement du processus de paix de Juba en 2006 entre l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et le gouvernement ougandais.

Au Soudan, depuis janvier 2006, les contributions du Canada en appui aux efforts de paix, à l'assistance humanitaire, à la reconstruction, au rétablissement précoce et aux missions internationales de maintien de la paix au Soudan ont atteint 760 millions de dollars. Le pays a joué un rôle diplomatique central dans le processus mené par l'UA et qui s'est conclu par la signature de l'Accord de paix pour le Darfour en mai 2006. Grâce au Fonds pour la paix et la sécurité mondiale (FPSM) administré par le Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR), le Canada appuie la consolidation politique et sociale de la paix au Soudan par la promotion d'initiatives dans plusieurs secteurs cruciaux: le renforcement des institutions judiciaires, le fédéralisme, la réforme des services correctionnels, l'amélioration de la sécurité communautaire, le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), ainsi que la mise en valeur du potentiel de tous les intervenants participant aux pourparlers en faveur de la paix au Darfour. De plus, du personnel des forces armées canadiennes et des officiers de la police civile participent aux opérations de maintien de la paix au Soudan, en particulier avec UNMIS, principalement à titre de gardiens de la paix et observateurs militaires au Sud-Soudan.<sup>7</sup>

Cependant, malgré ces initiatives, l'approche du Canada en appui aux processus de paix demeure *ad hoc*. Depuis la fin des années 1990, le Canada a pris ses distances avec les missions de l'ONU au moment où celles-ci faisaient face à de nouvelles réalités sans avoir les moyens d'y remédier : des massacres à grande échelle, des guerres civiles ou des nettoyages ethniques comme en Bosnie, en Somalie et au Rwanda. Alors que l'ONU tirait des leçons de ses propres échecs et tentait d'adapter ses missions en conséquence, le Canada a plutôt choisi de concentrer ses interventions dans des opérations menées par des coalitions de pays aux intérêts semblables. La participation de personnel canadien aux missions onusiennes est passée de 10 p. cent en 1991 à moins de 0.2 p. cent en 2009. Présentement, seulement 40 militaires canadiens et 26 officiers de police prennent part à trois missions de l'ONU en Afrique, soit en Côte-d'Ivoire, en RDC et au Soudan. La demande pour le maintien de la paix en Afrique est à la hausse avec plus de 72 000 gardiens de la paix déployés dans des endroits comme le Sud-Soudan, le Darfour, la RDC, la Côte-d'Ivoire et le Libéria en 2009.<sup>8</sup>

Une part essentielle de la prévention de la violence, des conflits et la promotion de la paix consiste à s'assurer de mettre fin à l'impunité pour des abus sérieux des droits de la personne. Au cours de la dernière décennie, la justice internationale a fait des avancées en développant des normes et des mécanismes pour tenir responsables des auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de génocides et de nettoyages ethniques. Les violences sexuelles et sésospcifiques ainsi que le recrutement d'enfants soldats sont maintenant passibles de peines

<sup>7</sup> [http://www.canadainternational.gc.ca/sudan-soudan/approach-approche.aspx?lang=fr&highlights\\_file=&left\\_menu\\_en=&left\\_menu\\_fr=mission=](http://www.canadainternational.gc.ca/sudan-soudan/approach-approche.aspx?lang=fr&highlights_file=&left_menu_en=&left_menu_fr=mission=).

<sup>8</sup> Le Canada et les opérations de maintien de la paix de l'ONU <http://www.peacebuild.ca/work-groups-peace-operations-f.php>.

en vertu du droit international. Le Canada a joué un rôle de premier plan en aidant à l'établissement de la Cour pénale internationale et en appuyant d'autres mécanismes de justice internationale tels que les tribunaux et les cours au Sierra Leone, au Rwanda et en ex-Yougoslavie. Dans le cas de l'Ouganda, le Canada a financé les consultations sur la reddition de comptes et la justice, ainsi que l'établissement de mécanismes de justice nationale. Au cours des prochaines années, le Canada devrait augmenter son appui au renforcement des mécanismes de justice et de reddition de comptes pour les cas d'abus graves des droits commis en période de conflits par l'entremise de processus de justice traditionnelle, nationale et internationale.

La diminution actuelle de l'intérêt du Canada pour l'Afrique pourrait affecter la durabilité et la mise en œuvre des efforts de paix entrepris dans des endroits comme la RDC et l'Ouganda, pour ne pas mentionner plusieurs autres pays plus petits. Des 20 pays de concentration de l'ACDI, seulement sept sont en Afrique, dont cinq de ces pays – l'Éthiopie, le Mali, le Mozambique, le Sénégal et le Soudan – sont à la fois des pays moins avancés (PMA) et affectés par des conflits. Le Fonds pour la paix et la sécurité mondiales (FPSM) du Ministère des affaires étrangères (MAE) visant à appuyer les États fragiles, inclut présentement le Soudan, l'Ouganda et la RDC (un programme modeste) comme les seuls pays africains de la liste de priorité du gouvernement. Malheureusement, la faible priorité accordée à l'Afrique par l'ACDI et le FPSM du MAE rend plus difficile l'appui à l'Afrique en général, et d'autant plus ardu l'appui aux processus de paix et aux activités d'édification de la paix.

Le Canada doit élaborer une approche stratégique durable à long terme en appui aux processus de paix en Afrique. Afin que l'appui canadien soit plus efficace, il devra aller au-delà de l'envoi d'observateurs lors de pourparlers sur la paix. Des engagements devraient s'étaler sur plusieurs années, être cohérents en termes de politiques lors de changements de gouvernement et devraient inclure un appui aux organisations de la société civile (OSC). À cette fin, le Canada doit se munir d'un cadre stratégique et de fonds accessibles dédiés aux processus de paix qui permettront différentes approches pour répondre à l'éventail de conflits qui sévissent en Afrique.

## Quelques données

- Depuis 2004, le nombre de personnes réfugiées en Afrique a diminué en passant de 3.4 à 2.1 millions. Cependant, de nouveaux conflits, ou d'autres qui ont repris, ont créé 210 000 nouvelles personnes réfugiées.<sup>9</sup>
- Il y a présentement plus de 13 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en Afrique.<sup>10</sup> Plus de 50 p. cent des personnes réfugiées et déplacées sont des femmes et des enfants.<sup>11</sup>
- Les enfants déplacés sont les plus vulnérables lors des conflits puisqu'ils sont plus susceptibles d'être négligés et exposés aux abus, dont l'exploitation sexuelle, le trafic et le recrutement.<sup>12</sup>

---

<sup>9</sup> <http://www.unhcr.org/4a375c426.html>.

<sup>10</sup> [http://www.unhcr.org/publ/PUBL/4444d3cc11.html#\\_ftn3](http://www.unhcr.org/publ/PUBL/4444d3cc11.html#_ftn3).

<sup>11</sup> <http://www.unhcr.org/4a375c426.html>.

- La majorité des conflits qui ont eu cours en 2008 n'étaient pas de nouveaux conflits, mais provenaient plutôt de la reprise de combats suivant l'échec d'accords de paix et de négociations.<sup>13</sup>
- Pour les périodes de 1999-2003 et 2004-2008, la part de l'Afrique aux importations internationales des principales armes conventionnelles a augmenté de 6 à 7 p. cent.<sup>14</sup>
- Des 500 millions d'armes légères et de petit calibre (ALPC) qui circulent à travers le monde, 100 millions d'entre elles se trouvent en Afrique. Les ALPC sont souvent utilisées par les acteurs non-étatiques et sont des armes de choix dans les conflits impliquant des enfants soldats.<sup>15</sup>
- L'Afrique compte le nombre le plus élevé d'enfants soldats au monde. Ils sont actifs dans les groupes rebelles, les milices, ainsi qu'au sein de certaines forces gouvernementales.<sup>16</sup>
- Des ressources telles que les diamants, le bois et le pétrole continuent d'alimenter des conflits à travers l'Afrique.<sup>17</sup>
- L'accaparement des terres inquiète de plus en plus puisque cela risque d'aviver des tensions et pourrait mener à des conflits ouverts et à l'instabilité politique.<sup>18</sup>

---

<sup>12</sup> [http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/\(httpInfoFiles\)/82DA6A2DE4C7BA41C12575A90041E6A8/\\$file/IDMC\\_Internal\\_Displacement\\_Global\\_Overview\\_2008.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/(httpInfoFiles)/82DA6A2DE4C7BA41C12575A90041E6A8/$file/IDMC_Internal_Displacement_Global_Overview_2008.pdf).

<sup>13</sup> [http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/\(httpInfoFiles\)/82DA6A2DE4C7BA41C12575A90041E6A8/\\$file/IDMC\\_Internal\\_Displacement\\_Global\\_Overview\\_2008.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/(httpInfoFiles)/82DA6A2DE4C7BA41C12575A90041E6A8/$file/IDMC_Internal_Displacement_Global_Overview_2008.pdf).

<sup>14</sup> [http://www.sipri.org/research/armaments/transfers/data\\_on\\_inter\\_arms\\_trade\\_default/recent\\_trends/siprifs0904](http://www.sipri.org/research/armaments/transfers/data_on_inter_arms_trade_default/recent_trends/siprifs0904).

<sup>15</sup> [http://www.africa-union.org/root/au/AUC/Departments/PSC/Small\\_Arms.htm](http://www.africa-union.org/root/au/AUC/Departments/PSC/Small_Arms.htm).

<sup>16</sup> <http://www.childsoldiersglobalreport.org/content/facts-and-figures-child-soldiers>.

<sup>17</sup> [http://www.globalwitness.org/pages/en/natural\\_resources\\_in\\_conflict.html](http://www.globalwitness.org/pages/en/natural_resources_in_conflict.html).

<sup>18</sup> « Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière », Rapport de GRAIN, octobre 2008, <http://www.grain.org/briefings/?id=213>.